



### RÉINSERTION DES EX-COMBATTANTS

# Euloge Landry Kolelas : « Le programme DDR est sur les rails »

*Le Haut-commissaire à la réinsertion des ex-combattants, Euloge Landry Kolelas/DR*

Dans une interview exclusive aux «Dépêches de Brazzaville», le Haut-commissaire à la réinsertion des ex-combattants, Euloge Landry Kolelas, a rappelé que le pro-

gramme de Désarmement, démobilisation et réinsertion (DDR) des ex-combattants n'est pas arrêté. Il est entré dans la phase préparatoire de son lancement officiel avec

le plaidoyer international auprès des partenaires techniques et financiers.

Page 3

### CONGO-FRANCE

## Vers un jumelage des écoles militaires Prytané national et l'EMPGL

Le ministre congolais de la Défense nationale, Charles Richard Mondjo, et le directeur des ressources humaines des Forces armées françaises, le général de corps d'armée Marc Conruyt, ont exprimé leur désir de favoriser le jumelage des écoles militaires le Prytané national de la Flèche de France avec l'Ecole militaire préparatoire général Leclerc (EMPGL) du Congo.

Ce jumelage vise à favoriser un échange des programmes d'enseignement général et militaire, la réalisation de voyages d'études, des semaines d'activités culturelles, sportives, scolaires ainsi que toute autre forme d'activités bilatérales.

Page 6



Les deux parties échangeant sur le jumelage

### JUSTICE

## Le général Norbert Dabira recouvre sa liberté

Condamné à cinq ans d'emprisonnement ferme assorti de l'interdiction d'exercer ses droits civiques et civils en mai 2018 par la justice congolaise, pour « atteinte à la sûreté intérieure de l'Etat », le général Norbert Dabira a recouvré sa liberté, le 6 février.

Ancien inspecteur général des Forces armées congolaises et de la gendarmerie nationale, ancien Haut-commissaire à la Réinsertion des ex-combattants, Norbert Dabira est également patron de la Digitale radiotélévision (DRTV) implantée à Brazzaville et à Pointe-Noire.



### ÉDITORIAL

## Droits d'auteur

Page 2

### BASKETBALL

## Les Diables rouges mis au vert à Brazzaville

La ligue départementale de basketball de Brazzaville a lancé, le 5 février au gymnase Maxime-Mantsima, un stage de préparation au profit des sélections masculine et féminine qui prendront part aux Jeux africains de la jeunesse prévus en juin prochain à Brazzaville. Cette grande fête de la jeunesse africaine est une occasion offerte aux jeunes basketteurs d'exprimer leurs talents.



Page 16

Fabrice Makaya Matève échangeant avec les athlètes/Adiac

## ÉDITORIAL

## Droits d'auteur

L'option envisagée par les pouvoirs publics de revoir à la hausse la part qui revient aux artistes musiciens, dans le cadre des droits d'auteur, est salvatrice dans la mesure où elle va leur permettre de disposer d'un peu de ressources et de vivre de leurs œuvres.

Les femmes et les hommes qui promeuvent la rumba de diverses manières méritent bien plus que cela. Ils apportent de la gaieté aux mélomanes en défendant la culture, les valeurs et les traditions à travers les paroles, les mélodies et les sonorités.

Les artistes seraient honorés de voir leur pourcentage porté à 65% de droits d'auteur contre 35% pour le Bureau congolais des droits d'auteur, l'instance publique chargée du recouvrement. Il ne s'agit pas d'une panacée au regard des difficultés sous lesquelles ploient les musiciens.

La revalorisation des droits d'auteur est une manière d'encourager les artistes à continuer la production musicale et à s'épanouir.

L'inscription de la rumba sur la liste du patrimoine culturel immatériel de l'Unesco offre l'opportunité de pérenniser ce style musical hérité des anciens et qui se perpétue en dépit des vicissitudes conjoncturelles. Verser régulièrement aux musiciens les droits qu'ils attendent participe du soutien indispensable à la survie de leur beau métier.

*Les Dépêches de Brazzaville*

## VIE DES PARTIS

## Le CAP rappelle la nécessité d'un dialogue national

Lors d'une conférence de presse qu'il a animée le 5 février à Diata, un quartier de Brazzaville Sud, le président fondateur du Congrès africain pour le progrès (CAP), Jean Itadi, est revenu sur l'intérêt de convoquer un dialogue national inclusif, un rendez-vous que cette formation politique de l'opposition estime capital pour laver le linge sale en famille et apaiser le climat politique.



Jean Itadi (au centre) répondant aux préoccupations de la presse, le 5 février/Adiac

Face aux médias, Jean Itadi a signifié que le Congo traverse, depuis quelques années, une « crise multidimensionnelle » qui ne lui permet pas d'avancer politiquement à un rythme souhaité. Le président du CAP estime qu'il est important de convoquer un dialogue national inclusif qui permettrait aux Congolais d'examiner ensemble les stratégies à mettre en exergue pour « relancer la marche du pays sur de bonnes bases ».

« La réconciliation au Congo s'impose et ceux qui tirent profit de la situation actuelle du pays ont intérêt dès maintenant à s'y engager. Les priorités politiques au Congo aujourd'hui sont le dialogue,

la réparation et la réconciliation. C'est seulement un Congo rassemblé qui peut sortir de sa position de trou noir de la démocratie, de l'Etat de droit et de la bonne gouvernance », a indiqué Jean Itadi dans un discours fleuve de vingt-deux pages.

A la question de savoir pourquoi le CAP insiste sur la tenue du dialogue, son fondateur, ancien ministre sous les présidents Sassou et Lissouba, justifie que pour lui le Congo ne « marche pas sur tous les plans ».

Comme tout opposant au pouvoir, il a jeté l'opprobre sur le gouvernement, dénonçant des problèmes « de gouvernance électorale et politique, de ges-

tion économique et des affaires publiques ».

Le CAP, qui a souligné que 52% de Congolais vivent sous une extrême pauvreté, fustige notamment les problèmes liés à la vie chère, au manque de voies de communication et de structures sanitaires fiables, d'emploi ainsi que d'autres biens vitaux auxquels aspirent les Congolais.

Il s'est insurgé surtout contre « l'enrichissement illicite » dans le pays, dû aux antivaleurs qui prennent de plus en plus de « proportions inquiétantes » dans l'administration publique. Pour le CAP, seul le dialogue inclusif permettra de résoudre tous ces problèmes.

*Firmin Oyé*

**Les Dépêches de Brazzaville, Le Courrier de Kinshasa, Les Dépêches du Bassin du Congo sont des publications de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)**  
Site Internet : [www.brazzaville-adiac.com](http://www.brazzaville-adiac.com)

## DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse  
Secrétariat : Raïssa Angombo

## RÉDACTIONS

**Direction des rédactions :** Émile Gankama  
Assistante : Leslie Kanga  
Photothèque : Sandra Ignamout

## RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

**Rédaction en chef :** Guy-Gervais Kitina,  
**Rédacteurs en chef délégués :** Roger Ngombé, Christian Brice Elion  
**Grand reporter :** Nestor N'Gampoula  
**Service Société :** Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko  
**Service Politique :** Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé  
**Service Économie :** Fiacre Kombo (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Losselé  
**Service Afrique/Monde :** Yvette Reine Nzaba (chef de service), Rock Ngassakys  
**Service Culture et arts :** Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo  
**Service Sport :** James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

**LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :**

**Rédacteur en chef délégué :** Quentin Loubou Durly Emilia Gankama (cheffe de service)

## RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

**Chef d'agence :** Victor Dosseh  
**Rédacteur en chef :** Faustin Akono  
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara  
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat - Immeuble Les Palmiers. Tél. (+242) 06 963 31 34

## RÉDACTION DE KINSHASA

**Direction de l'Agence :** Ange Pongault  
**Chef d'agence :** Nana Londole  
**Rédacteur en chef :** Jules Tambwe Itagali  
**Coordonnateur :** Alain Diasso  
**Rédaction :** Laurent Essolomwa, Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi, Nioni Masela, Martin Enyimo  
Comptabilité, administration, ventes : Lukombo, Blandine Kapinga, Jean Lesly Goga  
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé/Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

## SECRETARIAT DE REDACTION

Secrétariat général de rédaction : Gerry Gérard Mangondo  
**Chef de service :** Clotilde Ibara  
Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

## PAO - MAQUETTE

**Chef de service PAO :** Eudes Banzouzi  
**Chef de service :** Cyriaque Brice Zoba  
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Toussaint

Edgard Ibara, Jeff Tamaff

## INTERNATIONAL

**Direction :** Bénédicte de Capèle  
**Adjoint à la direction :** Christian Balende  
**Rédaction :** Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma,  
Bureau de Bruxelles : Dani Ndungidi, Adrienne Londole

## ADMINISTRATION - FINANCES

**Direction :** Ange Pongault  
**Adjoint à la direction :** Kiobi Abira  
Bermely Ngayouli, Vesna Mangondza, Martial Mombongo, Arcade Bikondi, Emeline Loubayi, Wilfrid Meyal Itoua Ossinga, Armelle Mounzeo

## PUBLICITÉ ET DIFFUSION

**Coordination, Relations publiques :** Mildred Moukenga  
**Chef de service publicité :** Rodrigue Ongagna  
Hortensia Olabouré, Marina Zodialo, Sylvie Addhas, Mibelle Okollo  
**Chef de service diffusion :** Guylin Ngossima  
Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani, Bob Sorel Moubelélé Ngono

## COMMUNICATION ET EVENEMENTIEL

**Direction :** Guillaume Pigasse  
Secrétariat : Presly Raëlle Mouanga Kibhat

## LOGISTIQUE ET SECURITE

**Direction :** Gérard Ebami Sala  
**Adjoint :** Elvy Bombete  
**Coordonnateur :**  
Rachyd Badila (Chef), Jules César Olebi, Siméon Ntsayouolo, Jean Bruno Ndokagna

## INFORMATIQUE ET NOUVEAUX MEDIAS

**Direction :** Emmanuel Mbengué  
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou  
**Directeur adjoint :** Abdoul Kader Kouyate  
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

## LIBRAIRIE LES MANGUIERS

**Responsable :** Émilie Moundako Éyala  
Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali  
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville

## MUSEE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

**Responsable :** Maurin Jonathan Mobassi  
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi, Brice Bakouma

## CENTRE DE REFLEXION SUR L'INTEGRATION REGIONALE

**Direction :** Emmanuel Mbengué

## ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale  
[www.lesdepechesdebrazzaville.com](http://www.lesdepechesdebrazzaville.com)  
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo. Tél. : (+242) 06 895 06 64  
Email : [regie@lesdepechesdebrazzaville.fr](mailto:regie@lesdepechesdebrazzaville.fr)

**Président :** Jean-Paul Pigasse  
**Directrice générale :** Bénédicte de Capèle  
**Secrétaire général :** Ange Pongault

## INTERVIEW

# Euloge Landry Kolelas : « Le programme DDR est sur les rails »

Dans une interview exclusive aux «Dépêches de Brazzaville», le Haut commissaire à la réinsertion des ex-combattants, Euloge Landry Kolelas, a indiqué que le programme de Désarmement, démobilisation et réinsertion (DDR) des ex-combattants n'est pas arrêté. Il est dans la phase préparatoire de son lancement officiel de pair avec le plaidoyer international auprès des partenaires techniques et financiers.

**Les Dépêches de Brazzaville (L.D.B.) :** Le Conseil national des républicains (CNR) a dénoncé l'arrêt du processus Désarmement, démobilisation et réinsertion (DDR) des ex-combattants dans le département du Pool. Quelles en sont les causes de cet arrêt et où en êtes-vous exactement aujourd'hui ?

**Euloge Landry Kolelas (E.L.K.):** Je voudrais d'abord vous remercier pour cette occasion que vous m'offrez afin d'apporter des réponses aux questions relatives au programme DDR dans le département du Pool. Certes, ce programme, signé le 31 août 2018, a connu un retard dans son démarrage mais jamais arrêté, du simple fait de la non disponibilité de la contrepartie nationale à son financement. Aujourd'hui, je peux vous rassurer que le gouvernement congolais a versé la contrepartie nationale selon la programmation souhaitée.

Par le premier versement de cette contrepartie, notre pays vient donc de respecter son engagement pour la mise en œuvre effective du programme DDR dans le département du Pool. Ces fonds sont bel et bien disponibles dans le « Basket fund » du Programme des Nations unies pour le développement et participent au démarrage imminent du programme DDR. Ainsi, ce programme est dans la phase préparatoire de son lancement officiel de pair avec le plaidoyer international auprès des partenaires techniques et financiers.

**L.D.B. :** Selon les prévisions de 2018, le DDR était chiffré à plus de 8



Le Haut-commissaire à la réinsertion des ex-combattants, Euloge Landry Kolelas/DR

**milliards FCFA, soit 6,3 milliards FCFA financés par les partenaires et le reste, soit 2 milliards, par le gouvernement. Est-ce que ce budget reste le même ou a-t-il subi un réaménagement ?**

**E.L.K. :** En rappel, le budget du programme DDR est estimé à la somme de huit milliards trois cents millions F CFA, dont deux milliards pour la contrepartie congolaise. A ce jour, ce budget reste le même mais pourrait être réajusté pendant sa mise en œuvre.

**L.D.B. :** Le CNR estime à quinze mille le nombre d'ex-combattants en attente de réinsertion sociale. A combien vos services chiffrent-ils le nombre exact des ex-combattants dans le Pool ?

**E.L.K. :** Au cours de l'opération ramassage des armes réalisée par la Commission ad hoc mixte paritaire et les partenaires, 5665 ex-combattants ont été profilés. Le programme DDR prévoit le désarmement de 7 500 ex-combattants, la démobilisation et la réinsertion de 10 000 bénéficiaires dont 7 500 ex-combattants et 2 500 membres associés et la réintégration de 20 000 bénéficiaires dont 7 500 ex-combattants, 2 500 membres associés et 10 000 membres des communautés.

**L.D.B. :** Pensez-vous que les conditions s'y prêtent pour la mise en œuvre effective de ce programme dans les meilleures conditions? Si oui, à quand envisagez-vous son démarrage et quels sont les partenaires impliqués ?

**E.L.K. :** Je peux affirmer que toutes les conditions sont réunies pour un bon démarrage du programme DDR dans le département du Pool. En effet, après la signature de l'accord de cessez-le feu et de cessation des hostilités du 23 décembre 2017, plusieurs actions significatives de nature à ramener la paix dans le département du Pool ont été entreprises. Je peux citer, entre autres, la restauration de l'autorité de l'Etat, la tenue de seize plateformes de dialogue ayant abouti à la mise en place des comités locaux de dialogue et de réconciliation dans tous les districts et les deux communes de pleine exercice, le retour à la vie normale par la reprise des activités économiques et socioculturelles, la libre circulation des personnes, biens et services et l'organisation

des scrutins électoraux sur l'ensemble du département du Pool.

**L.D.B. :** Vous lanciez, en septembre 2021 à Kinkala, le projet d'assistance « Bisalu bia kidzunu » visant à soutenir les femmes, les jeunes et les anciens combattants pour les aider à se réintégrer dans la société. Quel bilan faites-vous au terme de son exécution ?

**E.L.K. :** « Bisalu bia kidzunu » est un projet à caractère social et inclusif qui s'exécute principalement dans quarante villages de deux districts du département du Pool, notamment Mayama (vingt villages) et Kindamba (vingt villages). Ce projet qui cible les jeunes et les femmes (ex-combattants et membres des communautés) des villages précités, a permis à mi-parcours les résultats, entre autres, ci-après : la contribution à la diversification de l'économie rurale à travers le développement des activités génératrices de revenus; l'amélioration de l'indice de pauvreté des ménages, avec la méthode de l'auto-épargne appelée Silc, faisant la promotion de l'épargne locale; le renforcement de la cohésion sociale et le développement de l'esprit d'initiative et entrepreneuriale.

En guise de conclusion et au regard de ce qui précède, j'affirme avec force et convictions que le programme DDR dans le département du Pool est bien sur les rails et ne connaît à ce jour aucune entorse, ce qui justifie les préparatifs en cours de son lancement officiel.

Propos suscités  
par Guy-Gervais Kitina

# VISITEZ LE MUSÉE-GALERIE DU BASSIN DU CONGO

de LUNDI  
à VENDREDI (9h-17h)  
et SAMEDI (9h-13h)

Expositions et projections

SCULPTURES

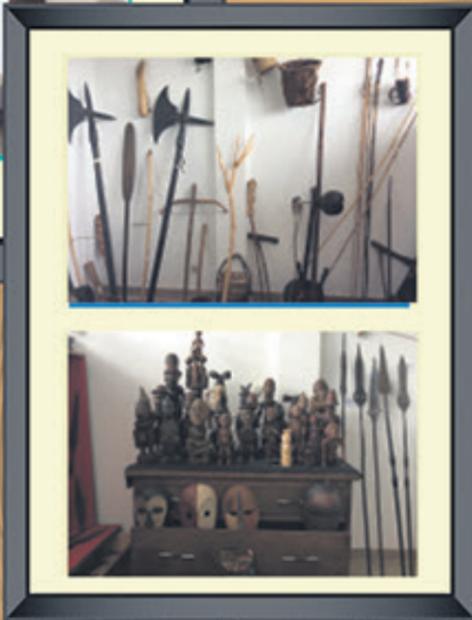
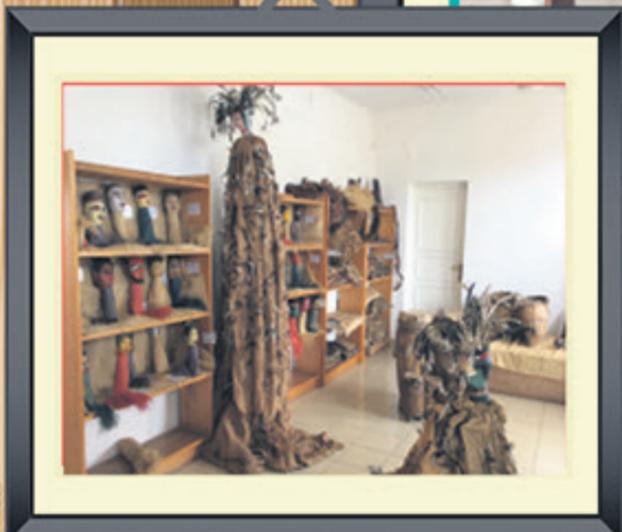
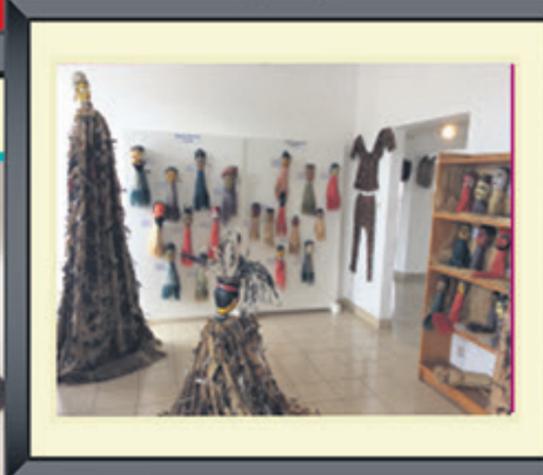
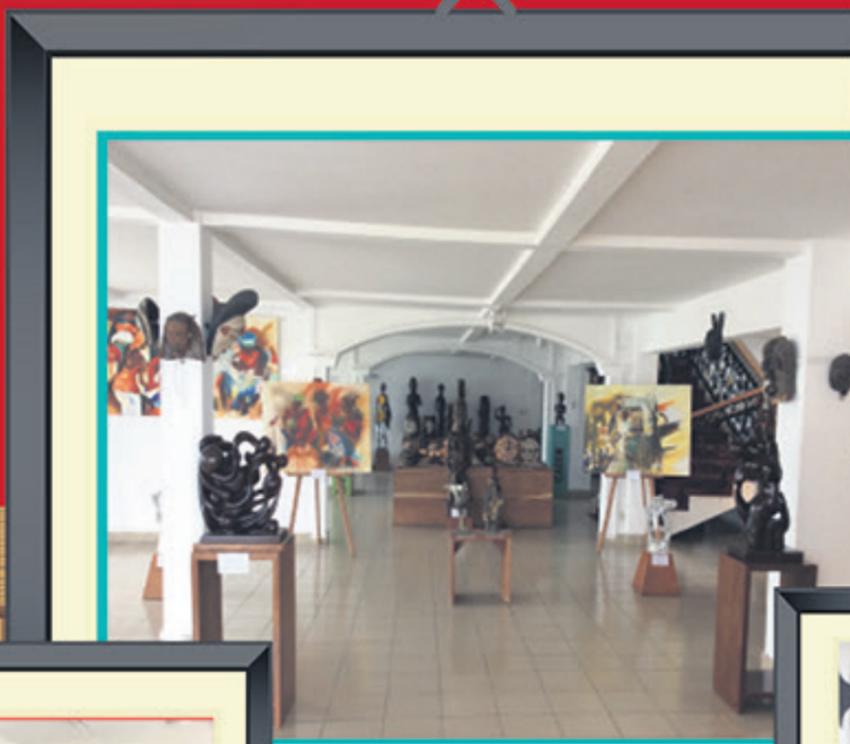
PEINTURES

CÉRAMIQUES

MUSIQUE

## Musée Congo

du Bassin du Congo



L'ART DANS TOUTES SES EXPRESSIONS

de la Tradition  
à la Modernité

Siège social : 84 bd Denis-Sassou-N'Guesso  
immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville  
République du Congo.

## INFRASTRUCTURES

## Les voiries urbaines des villes congolaises seront réhabilitées

Afin d'améliorer la circulation urbaine en proie aux érosions et nids de poule, le gouvernement entend engager des travaux de réhabilitation des voiries urbaines et de lutte contre les érosions à Brazzaville et à Pointe-Noire.

La décision ressort du compte rendu du Conseil des ministres du 1er février dernier. Le traitement des érosions sera, en effet, mené avec une priorité donnée au sauvetage des infrastructures de production et de distribution de l'eau et de l'électricité qui sont en péril dans les zones menacées par cette catastrophe. D'après le compte rendu, le chef de l'Etat a instruit, en complément de cette décision, le gouvernement de procéder également à l'entretien des pistes agricoles et rurales, voies de communication absolument essentielles à l'intérieur du pays. Pour ce faire, le gouvernement devra étudier les modalités pour abonder le Fonds routier. Toujours en lien avec les questions de voies de com-



La route de Ngamaba/Vox TV

munication, le Conseil des ministres a décidé du principe de la réhabilitation, dans les meilleurs délais, de la route Enyellé-Impfondo dans le département de la

Likouala. Rappelons que le réseau routier des deux principales villes du pays se trouve actuellement dans un état de délabrement indescriptible.

A Brazzaville, la population dénonce l'incompétence notoire des pouvoirs publics à résoudre ce problème. Partir des quartiers de la partie Nord de cette ville,

sur la RN 2, pour le Centre-ville, relève d'un véritable parcours de combattant. La réalité est la même pour les habitants de certains quartiers Sud de la ville.

Lopelle Mboussa Gassia

MINISTRE DU COMMERCE,  
DES APPROVISIONNEMENTS ET  
DE LA CONSOMMATION

REPUBLICQUE DU CONGO  
Unité \* Travail \* Progrès

CABINET

N° 009 /MCAC-CAB.-

**Large diffusion**

**COMMUNIQUE DU MINISTERE DU COMMERCE**

Les prix du pain demeurent inchangés sur toute l'étendue du territoire national conformément à la circulaire du Ministre d'Etat, Ministre du Commerce, des Approvisionnements et de la Consommation.

- Les prix sont les mêmes partout, dans les boutiques des boulangeries comme auprès des revendeurs suivant leur grammage ;
- Les revendeurs achètent le pain à la boulangerie en bénéficiant d'une ristourne de 10% au moins qui leur permet de vendre au même prix que le boulanger dans sa boutique.

A titre d'exemple :

A Brazzaville, le pain vendu à la boutique du boulanger à 150 f CFA est acheté par le revendeur au prix de 135 FCFA soit 10% de moins, afin qu'il le revende à 150fcfa comme à la boutique du boulanger ;

A Pointe-Noire, le pain vendu à la boutique du boulanger à 100 FCFA est acheté par le revendeur à 90 FCFA soit 10% de moins, afin qu'il le revende à 100 FCFA comme à la boutique du boulanger.

Par conséquent, il est demandé aux boulangers de s'assurer que leurs revendeurs pratiquent les mêmes prix qu'eux-mêmes dans leurs boutiques.

Tout contrevenant sera sanctionné conformément aux textes en vigueur.

Fait à Brazzaville, le 06 février 2023

PO. Le Directeur général du commerce intérieur

Martin MOUBARI.

AGENCE D'INFORMATION  
D'AFRIQUE CENTRALE

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

LE COURRIER DE KINSHASA

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO

L'ACTUALITÉ AU QUOTIDIEN

**ADIAAC NEWSLETTER**

L'information du congo et de sa région en un clic !

Identifiez-vous gratuitement pour recevoir la newsletter et restez informé des principaux faits marquants de l'actualité

Brazzaville 84, boulevard Denis-Sassou-N'Gusso  
Brazzaville - République du Congo  
(+ 242) 05 532 01 09  
info@lesdepêchesdebrazzaville.fr

## COOPÉRATION CONGO-FRANCE

## Jumelage en cours des écoles militaires

Le ministre de la Défense nationale, Charles Richard Mondjo, et le directeur des ressources humaines des Forces armées françaises, le général de corps d'armée Marc Conruyt, en séjour de travail à Brazzaville du 1er au 4 février, ont réaffirmé l'intention de créer les conditions nécessaires au jumelage des écoles militaires : le Prytané national de la Flèche (France) et l'École militaire préparatoire général Leclerc (Congo). Le but étant de formaliser la coopération entre les deux écoles, développer et diversifier leurs échanges.

Ce jumelage devrait se traduire par l'échange des programmes d'enseignement général et militaire; la réalisation des voyages d'études, des semaines d'activités culturelles, sportives, scolaires ainsi que toute autre forme d'activités bilatérales ayant reçu l'aval des deux parties. Celles-ci ont souhaité que les attachés de défense des deux pays assurent la coordination des voyages d'études ou de toute activité de jumelage. Les obligations financières sont à la charge des deux parties.

« Les commandements des deux écoles sont autorisés à prendre toute initiative de nature à favoriser et à pérenniser le jumelage entre leurs écoles sous réserve de les faire valider par leurs hiérarchies respectives », souligne le relevé de conclusions de la séance de travail, en terre congolaise, du directeur des ressources humaines des Forces armées françaises, le général de corps d'armée Marc Conruyt. Lui et le commandant des écoles des Forces armées congolaises, le général de brigade Charles Victoire Bantadi, sont signataires du document. Ce dernier a réaffirmé sa disponibilité d'honorer l'invitation qui lui a été faite d'effectuer une visite de travail en France dans le cadre de la poursuite du processus de ce jumelage.

Rominique Makaya



Les deux parties échangeant sur le jumelage/Adiac

## FORCES ARMÉES CONGOLAISES

## Des militaires admis à la retraite font leurs adieux aux armes

Une cérémonie d'adieu aux armes couplée à la levée des couleurs de plusieurs militaires parmi lesquels des officiers, sous-officiers et hommes de rang a eu lieu le 4 février, au Grand quartier général des Forces armées congolaises, à Brazzaville, sous la direction du chef d'état-major général, le général de division Guy Blanchard Okoi.

Le chef d'état-major général des FAC a loué, dans son mot de circonstance, les compétences des militaires retraités. Guy Blanchard Okoi les a remerciés et félicités pour tout ce qu'ils ont fait au profit des FAC et du pays, tout au long de leur service. « Vous partez, mais vous ne serez jamais bien loin de nous et pour notre part, nous aurons encore et toujours besoin de vous que ce soit dans nos cœurs ou dans nos esprits ou dans nos pensées. De là où vous serez, gardez-le à l'esprit que vous êtes assujettis au devoir de réserve pour les actes posés ensemble, pour les actions menées ou documents consultés ou écrits pendant le service actif dans les Forces armées



La remise du paquetage au chef d'état-major général des FAC/Adiac

congolaises », a-t-il indiqué. Pour paraphraser une des devises des parachutistes, je cite « Para un jour, para toujours », nous vous disons aussi : « Militaire un jour, militaire toujours », ceci afin de réitérer le lien indéfectible qui nous unit à jamais et qui fait de vous la tête de pont des FAC au sein de la cité », a ajouté le général Guy Blanchard Okoi. Parlant au nom des retraités, le colonel Martin Akambo a déclaré : « Nous étions des vôtres et désormais nous partons vivre autrement nos vieux jours en vous rassurant de vous être toujours utiles si vous en conveniez avec l'expérience, l'expertise et la vitalité dont détiennent encore évidemment certains d'entre nous. Et comme le dit le proverbe africain, « C'est au

bout de la vieille corde qu'on tisse la nouvelle ». Nous qui sommes la vieille corde, serons toujours là pour mêler, si nécessaire, nos fils aux vôtres afin d'offrir à nos Forces armées une corde solide pour l'amarrer au destin du Congo. A vous vous qui demeurerez sous état militaire, que l'unité de penser et d'agir soit à jamais votre crédo, que la prise en main et la discipline des hommes soient effectivement la règle selon les très hautes instructions du président de la République, chef suprême des armées et ce pour le succès des armes et le triomphe des FAC ». Avant cela, il y a eu remise du paquetage, symbole des attributs au chef d'état-major général des FAC, par le capitaine Jean Magloire Pambou. La cérémonie a été sanctionnée par une parade militaire suivie d'un repas.

Guillaume Ondze

## SEMINAIRE DE FORMATION Mars-Avril 2023

Le cabinet ECIFORM INTRENATIONAL organise à Brazzaville des formations au profit des agents, des entreprises privées et des administrations sur les modules ci-après et selon les dates indiquées :

—Secrétariat et assistant de direction (06 au 10 Mars 2023)  
—Passation des marchés :travaux, fournitures...(06 au 10 Mars 2023)  
—Management d'équipe et de la performance (13 au 17 Mars 2023)  
—Audit et contrôle interne dans la banque (13 au 17 Mars 2023)

—Archivage et classement des documents ( 20 au 24 Mars 2023)  
—Suivi-évaluation des projets (27 au 31 Mars 2023)  
—Gestion de la trésorerie (27 au 31 Mars 2023)  
—Les techniques de vente et de prospection (10 au 14 Avril 2023)

—Gestion du risque de crédit (17 au 21 Avril 2023)  
—Se perfectionner à la gestion de la paie (24 au 28 Avril 2023)  
—La Gestion axée sur le résultat : GAR (24 au 28 Avril 2023)  
—Analyse financière & Dossiers de crédit (24 au 28 Avril 2023)

Tél : (00242) 06 621 49 60 Email : contact@eciform-services.net /Coût : 350 000 FCFA par module

COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE

# Le député Hubert Wulfranc a reçu son homologue Ulrich Ngoma Mboukou

Profitant de son séjour en France, Ulrich Ngoma Mboukou, député de Yamba, dans le département de la Bouenza, a été reçu par Hubert Wulfranc, député de la 3<sup>e</sup> circonscription de la Seine-Maritime, président du groupe d'amitié France-Congo à l'Assemblée nationale française.

Au cours de leurs échanges le 2 février à la permanence de l'élu à Saint Etienne du Rouvray, les deux parlementaires ont évoqué, entre autres, la question de la reconnaissance de Brazzaville capitale de la France libre pour laquelle le président du groupe d'amitié France-Congo a exprimé pouvoir compter sur son appui.

Hubert Wulfranc a également fait part de son souhait de développer l'accompagnement des parlementaires congolais désireux de se former dans le cadre des échanges d'expérience et de bonnes pratiques de lobbying parlementaire et des techniques de proximité des concitoyens à la base.

A cette occasion, il a présenté les différentes étapes de travail du groupe d'amitié avec une implication effective de la diaspora congo-



La séance de travail entre les deux députés à Saint Etienne du Rouvray, en France/DR

laise en ce qui concerne les projets relatifs à porter à l'appui du développement

local. « Nous devons aller à la rencontre de cette diaspora qui doit être utile au raffermissement des relations Franco-congolaises », a-t-il confié.

Pour Ulrich Ngoma Mboukou, sa plaidoirie auprès de son homologue a été d'obtenir l'accompagnement de la société civile normande afin de mener à bien l'ensemble des projets de sa circonscription de Yamba.

Les premiers pourparlers ont permis de conclure avec l'Institut de Formation aux Métiers plusieurs apports de la société civile. Citons celui du collectif des infirmières du Centre hospitalier universitaire de Rouen conduit par la Franco-Congolaise Ursula Mankou-Makosso. Ce collectif s'est engagé à obtenir du matériel médical et à l'apporter à Yamba.

Marie Alfred Ngoma

**« Nous devons aller à la rencontre de cette diaspora qui doit être utile au raffermissement des relations Franco-congolaises »**

RÉFÉRENDUM EN ETHIOPIE

# Plus de trois millions de personnes attendues aux urnes

En Ethiopie, un référendum a été organisé le 6 février dans le Sud du pays pour la création d'une nouvelle région, la douzième de l'État fédéral.

Près de 19 000 agents ont été déployés pour organiser le nouveau référendum. Le vote fait suite à une pétition lancée par six zones et cinq districts de la région SNNP (Région des nations, nationalités et peuples du Sud.) Un vote approuvé en août dernier par la chambre haute du Parlement. Cette consultation pourrait entraîner la création d'une douzième région éthiopienne, signe selon certains « d'une fragmentation au ralenti du pays depuis l'arrivée au pouvoir d'Abiy Ahmed ».

Le Premier ministre avait lancé une libéralisation de la politique éthiopienne. Mais ce mouvement avait été interprété différemment dans le pays. Certains nationalistes espéraient la fin de la politique ethnique et d'autres groupes y avaient vu une opportunité d'appliquer complètement la Constitution de 1995. L'ar-



File d'attente devant un bureau de vote dans cette région de l'Ethiopie | MICHAEL TWELDE/AFP

ticle 47 du texte fondamental donne à « chaque nation, nationalité et peuple, a le droit

d'établir leur propre état, à tout moment ».

Certains estiment que ce texte

donne trop de place au caractère ethnique de la population, au détriment des valeurs et

cultures communes partagées par les Éthiopiens. Le droit à l'auto-détermination contenu dans la Constitution éthiopienne de 1995 a déjà entraîné la création d'autres régions ces dernières années. Il est craint, à terme, un éclatement du pays.

Yvette Reine Nzaba

**« Chaque nation, nationalité et peuple, a le droit d'établir leur propre état, à tout moment »**

**PROGRAMME DES OBSEQUES**

*Madame  
Veronique Monique Pongault  
Née Londongo.*

**Jeudi 09 février**

Dernière veillée funéraire au domicile familial  
sis au 43 rue Bacongo Poto-poto Brazzaville  
Chorales et Danses Folkloriques

**Vendredi 10 février**

08h00 - 08h45 Levée de corps à la Morgue  
Municipale de Brazzaville

09h00 - 09h45 Recueillement au domicile familial

10h00 - 11h30 Messe de requiem en  
la Basilique Sainte Anne du Congo.

12h00 Départ du convoi funéraire pour  
le village Dieu le veut, département Pool

13h30 Inhumation  
au cimetière familial

15h00 Fin des rites funéraires  
et retour à Brazzaville

17h00 Collation au domicile familial  
agrémenté par un groupe  
de variété

18h30 Fin de la cérémonie.



**NÉCROLOGIE**



Daniel Matingou et la famille Nsundi ont la profonde douleur d'informer les parents, amis et connaissances du décès de leur épouse Mme Matingou née Bazebidia Antoinette, ancienne directrice générale des Impôts, survenu le 3 février à Brazzaville.

La veillée mortuaire se tient au domicile familial sis au quartier ex- Cité Air-Afrique à Brazzaville.

Le programme des obsèques sera communiqué ultérieurement.



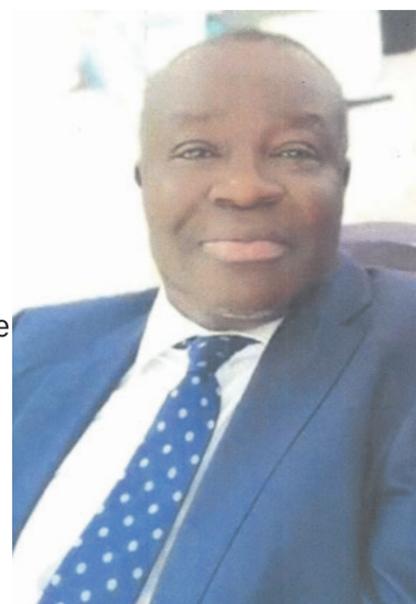
Nestor N'Gampoula, journaliste aux Dépêches de Brazzaville, informe les parents, amis et connaissances du décès de sa mère survenu le 4 février à Otsini, dans le district d'Ollombo, département des Plateaux. La date de l'inhumation sera communiquée ultérieurement, notamment quelques jours avant la levée du corps à la morgue d'Oyo.

La famille Mfoukou informe les parents, amis et connaissance du décès de Casimir M'Foukou Gouaka survenu le 25 janvier 2023 en France.

La veillée mortuaire se tient au n°27, rue Makotipoko à Mougali.

La dépouille mortelle arrivera le 9 février 2023, par le vol régulier d'Air France, à l'aéroport Maya Maya à Brazzaville.

Le programme de l'inhumation sera communiqué ultérieurement.



**IN MEMORIAM**

28 janvier 2022 - 28 janvier 2023

Voilà une année que nous quittait Mathieu Ombandza Menga.

À l'occasion de ce douloureux anniversaire, nous prions tous ceux qui l'ont connu et estimé d'avoir une pensée pieuse pour lui. Vieux Cognac, tu continueras à vivre dans le cœur de tes enfants et petits enfants.

Repose en paix.



## GUINÉE

## La France va appuyer le financement de deux projets

Les autorités de la transition en Guinée viennent de décrocher un important appui de la part de la France pour financer deux projets phares du colonel Mamadi Doumbouya.

Les deux projets concernent le déploiement de la télévision numérique terrestre (TNT) et la construction de deux hôpitaux régionaux à Kindia et à Labé. Les coûts sont évalués respectivement à 66 millions et 102 430 306 euros. Ces projets vont impacter la vie de millions de Guinéens et sont soutenus par le Trésor public français. Cet appui obtenu avec la coopération française constitue une bouffée d'oxygène pour le gouvernement de transition, en quête de ressources afin de financer des projets

de grande envergure, alors que le contexte international pour lever des fonds est de plus en plus délicat.

Le premier prêt devrait permettre à la population des régions de Kindia et de Labé d'accéder à des services de santé optimaux à travers la construction de deux nouveaux hôpitaux de deux cents lits chacun. Le second accord permettra de financer le programme de migration numérique Télé et Radio en Guinée.

Le ministre de l'Economie et des Finances, Moussa Cissé, se dit convaincu que la mise

en œuvre de ces projets permettra d'améliorer l'accès aux services de santé de qualité dans les régions de Kindia et de Labé, d'une part, et la qualité des services de communication à travers le pays, d'autre part. Le diplomate français en Guinée, Marc Fontbaustier, a réaffirmé l'engagement de la France à accompagner Conakry sur les chantiers du développement. Le projet TNT constitue à ses yeux un saut technique et démocratique pour un accès plus large à l'information.

Noël Ndong

## CÔTE D'IVOIRE

## Une nouvelle stratégie avec la BM pour soutenir la transformation économique et sociale du pays

La Côte d'Ivoire et la Banque mondiale (BM) ont conclu une nouvelle stratégie visant à soutenir sur la période 2023-2027 une transformation économique et sociale plus inclusive et durable du pays, indique une note d'information officielle parvenue lundi à Xinhua.

Ce nouveau cadre de coopération dénommé Cadre de partenariat pays (CPF) est axé sur «une amélioration du capital humain, une réduction des disparités, un renforcement de la résilience et la création d'emplois émanant du secteur privé» pour la transformation économique et sociale de la Côte d'Ivoire, selon la note d'information de la BM.

Pour la directrice des opérations de la BM pour la Côte d'Ivoire, le Bénin, la Guinée et le Togo, Coralie Gevers, la BM marque ainsi son engagement «à soutenir la poursuite des réformes et des programmes qui visent à combler le déficit en capital humain, à renforcer la gestion des ressources naturelles et la capacité du pays à faire face aux effets du changement climatique et à encourager le développement compétitif de filières agricoles et manufacturières génératrices d'emplois».

Avec le nouveau CPF, l'appui de

la BM vise à aider le gouvernement à assurer l'accès à l'électricité pour 80% des ménages d'ici 2026.

La BM ambitionne également de multiplier par dix le nombre de personnes détentrices d'un titre foncier ou pouvant utiliser une propriété foncière sécurisée.

Relativement à l'éducation de base, le soutien de la BM vise à faire passer la proportion d'enfants de troisième année qui passeront le test de compétence en lecture de 18,9% en 2020 à 43% en 2025.

Concernant le secteur privé, la Banque prévoit en 2023, à travers la Société financière internationale (IFC), sa filiale, des investissements à hauteur de 660 millions de dollars dans les secteurs clés de l'économie ivoirienne, notamment dans le secteur financier, l'industrie manufacturière et le secteur agroalimentaire en ciblant les PME et les entreprises

appartenant aux femmes.

«Pour atteindre cet objectif, nous ciblons nos interventions sur les infrastructures, le secteur financier et le développement des chaînes de valeurs agro-industrielles dans lesquelles la Côte d'Ivoire jouit d'un avantage comparatif et nous nous contribuons à éliminer les goulots d'étranglement à l'investissement privé, notamment pour favoriser un meilleur accès au financement», a déclaré le directeur régional d'IFC pour l'Afrique de l'Ouest, Olivier Buyoya, cité par la note d'information.

L'IFC a engagé au cours des cinq dernières années près de 950 millions de dollars (dont 521 millions de dollars mobilisés auprès d'autres partenaires financiers) en soutien au développement du secteur privé en Côte d'Ivoire et à la stratégie de diversification économique du pays.

## SOUDAN DU SUD

## L'ONU condamne les affrontements meurtriers

La Mission des Nations unies au Soudan du Sud (Minuss) a condamné dimanche les violences meurtrières survenues dans le comté de Kajo-Keji, dans l'Etat sud-soudanais d'Equatoria-Central, qui ont fait au moins 27 morts et plusieurs blessés le 2 février.

Nicholas Haysom, représentant spécial du secrétaire général de l'ONU pour le Soudan du Sud, a appelé les autorités à ouvrir d'urgence une enquête et à traduire les coupables en justice. «Ces violences sont inacceptables, et contrastent fortement avec le message du pèlerinage oecuménique de paix au Soudan

du Sud, qui a appelé à la paix et à la réconciliation», a déclaré M. Haysom dans un communiqué publié à Juba, la capitale du pays.

Au cours des deux dernières semaines, des violences accrues ont fait au moins 45 morts parmi les civils à Kajo-Keji et à Mangalla Payam, entre autres

régions de l'Equatoria-Central, a indiqué la Minuss.

M. Haysom a exhorté les dirigeants sud-soudanais à encourager la retenue et à éviter d'attiser les conflits. Il a également noté que la Minuss multipliait les patrouilles dans les zones touchées, et discutait avec les autorités et les dirigeants des communautés locales en vue de mettre fin aux hostilités et de trouver des solutions pacifiques.

## GOUVERNANCE

## Top 10 des pays les moins corrompus d'Afrique

Le rapport annuel de l'ONG Transparency international établit chaque année un classement mondial de la perception de la corruption dans 180 pays, sur une échelle allant de zéro (où le pays est perçu comme très corrompu) à cent (où le pays est perçu comme très peu corrompu).

Transparency note les Etats du monde en rassemblant les avis d'experts d'organisations telles que la Banque mondiale, la Banque africaine de développement ou la Fondation allemande Bertelsmann. Dans certaines zones du monde, la situation semble s'améliorer, mais la corruption demeure globalement un problème de taille sur le continent africain, selon les pays.

Dans le top 10 des pays africains où la corruption est la plus faible on retrouve les Seychelles (23e mondial avec un score de 70 points/100), le Botswana (35e, 60 pts/100), le Cap-Vert (35e mondial, 60 pts/100), le Rwanda (54e, 51 pts/100), l'Ile Maurice (57e, 50 pts/100), la Namibie (59e, 49 pts/100), le Sao Tomé-et-Principe (65e, 45 pts/100), le Bénin (72e, 43 pts/100), le Ghana (72e, 43 pts/100) et le Sénégal (72e, 43 pts/100).

N.Nd.

## SÉISME EN TURQUIE

## L'Algérie exprime sa «pleine solidarité»

L'Algérie a, par la voix de son ministère des Affaires étrangères, exprimé sa «pleine solidarité» avec la Turquie et la Syrie, en réaction au séisme qui a ébranlé lundi matin les régions limitrophes de ces deux pays, causant un millier de morts.

«Suite au séisme dévastateur qui a frappé lundi matin des localités du sud de la Turquie et du nord de la Syrie (...) l'Algérie tient à exprimer sa pleine solidarité avec ces deux pays frères», indique un communiqué du ministère à travers lequel «l'Algérie présente ses sincères condoléances aux familles des victimes, ainsi qu'aux gouvernements et aux peuples des deux pays frères».

Un fort séisme a frappé lundi le sud de la Turquie, près de la ville de Gaziantep, dans le Sud-Est, et a été ressenti dans plusieurs pays de la région dont la Syrie voisine. Le pays a été frappé par un autre séisme en fin de matinée.

## GABON

## L'élection du président du CGE attendue le 10 février

Le ministre gabonais de l'Intérieur, Lambert Noël Matha, a annoncé samedi dans une déclaration que le futur président du Centre gabonais des élections (CGE), l'institution chargée d'organiser les élections au Gabon, serait élu le vendredi 10 février.

Selon le ministre de l'Intérieur, les Gabonais souhaitant briguer ce prestigieux poste doivent soumettre leur candidature entre lundi et mercredi prochain. Les candidats seront auditionnés jeudi prochain. Au terme de cette audition, les candidats qui ne rempliront pas les critères de neutralité politique et autres seront éliminés. L'élection du président du CGE et son bureau auront lieu le 10 février. Ils seront installés dans leurs fonctions le même jour.

Le processus électoral sera organisé par deux commissions. La première commission compte quatre membres de l'opposition et quatre autres de la majorité. Celle-ci se chargera d'examiner les candidatures pour retenir les meilleurs profils. La seconde commission composée de dix membres, soit cinq de l'opposition et cinq de la majorité, se chargera d'élire le président du CGE et son bureau.

Le nouvel élu succèdera à Moïse Bibalou Koumba en poste depuis 2018.

Source Xinhua

## CONFLIT RDC-RWANDA

# Les dirigeants d'Afrique de l'Est appellent au « cessez-le-feu immédiat »

Les chefs d'Etat de plusieurs pays d'Afrique centrale et de l'Est se sont réunis, le 4 février, à Bujumbura (Burundi), pour statuer sur la tension entre la République démocratique du Congo (RDC) et le Rwanda.

A l'issue de la rencontre, les chefs d'Etat ont appelé à un « cessez-le-feu immédiat de toutes les parties » et un retrait de tous les groupes armés, « y compris les étrangers » dans l'Est de la RDC. Ils ont demandé aux chefs des armées de se réunir d'ici à une semaine afin de fixer un calendrier pour ce retrait, et souligné « la nécessité d'un dialogue renforcé entre toutes les parties ».

Les présidents de RDC, Félix Tshisekedi, et du Rwanda, Paul Kagame, ont participé à la réunion, sachant que Kinshasa a régulièrement accusé Kigali de soutenir les rebelles du M23.

Dans la province congolaise du Nord-Kivu, le M23 s'est emparé de larges territoires riches en minerais et continue d'avancer malgré une feuille de route pour la paix conclue à Luanda, en Angola, en juillet 2022.

La coordination humanitaire de l'Organisation des Nations unies en RDC a assuré que des dizaines de milliers de personnes étaient « prises dans l'étau des violences armées » face à l'avancée récente de la rébellion.

Outre les présidents du



« Cessez-le-feu immédiat de toutes les parties » et un retrait de tous les groupes armés, « y compris les étrangers »

Burundi, de la RDC et du Rwanda, les chefs d'Etat kényan William Ruto, ougandais Yoweri Museveni et tanzanien Samia Suluhu Hassan ont pris part à la réunion.

Le sommet s'est tenu peu après la visite du pape François à Kinshasa, où il a condamné les «cruelles atrocités» perpétrées dans l'Est de la RDC. De nombreux groupes armés y sévissent depuis des décen-

nies, dont beaucoup sont un héritage des guerres régionales qui ont éclaté dans les années 1990-2000. Depuis novembre 2021, la rébellion majoritairement tutsie du M23 s'est emparée des territoires près de Goma.

La Communauté d'Afrique de l'Est a créé l'an dernier une force militaire régionale de paix pour l'Est de la RDC, les premières troupes étant arrivées à Goma en novembre. Elles sont auto-

risées à recourir à la force contre le M23, mais ne l'ont pas encore fait.

Les tensions se sont exacerbées fin janvier lorsque les forces rwandaises ont ouvert le feu sur un avion de chasse congolais qui, selon elles, avait violé l'espace aérien rwandais. Kinshasa a évoqué «un acte de guerre». Dans une déclaration publiée avant le sommet, William Ruto a demandé que les riches ressources mi-

nières de RDC, à l'origine de nombreux conflits en cours, soient protégées.

Rappelons que le président Félix Tshisekedi a rencontré, le 5 février, son homologue du Congo-Brazzaville, Denis Sassou N'Guesso, dans la ville d'Oyo, située à 400 kilomètres au Nord de Brazzaville. Les deux chefs d'Etat ont échangé sur l'insécurité à l'Est de la RDC et sur les relations bilatérales.

*Yvette Reine Nzaba*

## Le M23 refuse de se retirer des localités congolaises occupées

À l'issue de plus de trois heures des discussions à huis clos, six chefs d'Etat de la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE) ont pris acte, avec regret, du refus délibéré des troupes terroristes du M23 de se retirer des localités congolaises tel qu'exigé par le dernier sommet de Luanda.

Les chefs d'Etat ont demandé la poursuite du déploiement des contingents d'autres pays de la CAE et convenu d'une réunion des chefs militaires de la communauté afin d'établir un nouveau calendrier. Leur rencontre est intervenue au moment où les troupes terroristes du M23, appuyées par le Rwanda, sont censées se retirer de plusieurs localités en exécution de la feuille de

route de Luanda. Mais elles poursuivent leur invasion malgré les nombreuses recommandations et dénonciations des instances internationales. D'où la tenue de ce sommet dictée par la nécessité de l'évaluation de la situation sécuritaire dégradante à l'est de la République démocratique du Congo (RDC), seul point à l'ordre du jour.

Selon le vice-Premier ministre

congolais des Affaires étrangères, Christophe Lutundula, les chefs d'Etat ont jugé la situation sécuritaire préoccupante et exigé la fin des hostilités par les M23 et leurs alliés. Au cours de la deuxième quinzaine de ce mois, ils vont se retrouver à Addis-abebe en Ethiopie, pour une double évaluation des processus de Luanda et de Nairobi.

Quant au président Félix-An-

toine Tshisekedi Tshilombo, il est resté ferme dans sa détermination de ne laisser aucun centimètre de la RDC sous occupation étrangère. Les présidents Evariste Ndayishimiye, Félix-Anoine Tshisekedi, Paul Kagame, William Ruto, Youweri Museveni et Suluhu Hassan ont signé le communiqué final du sommet tout en se passant de la photo de famille.

*Alain Diasso*

## JOURNÉE MONDIALE CONTRE LE CANCER

## Assurer une bonne prise en charge de la maladie

Le ministre de la Santé publique, Hygiène et Prévention, le Dr Jean-Jacques Mbungani, a présidé, le 4 février, à Kinshasa la cérémonie officielle de célébration de la Journée mondiale de lutte contre le cancer. A cette occasion, il a réaffirmé la volonté des institutions gouvernementales du monde entier à unir leurs efforts pour lutter contre cette maladie.

Le ministre Jean-Jacques Mbungani a souligné que la République démocratique du Congo (RDC) n'est pas épargnée par le cancer. Ce qui explique la mise en place du Centre national de lutte contre le cancer (CNLC) dont la mission est de coordonner les activités de lutte contre cette maladie sur toute l'étendue du territoire national. L'occasion a permis au ministre chargé de la Santé publique de présenter les statistiques sur la prévalence et la létalité du cancer. « Au cours de l'année 2020, la RDC a enregistré 48 839 cas de cancer dont 34 842 décès », a-t-il indiqué.

En termes de prise en charge, il a laissé entendre que son ministère s'est investi depuis lors à rendre disponibles les médicaments anticancéreux, à équiper le CNLC en laboratoires d'anatomopathologie et de biologie médicale modernes pour une prise en charge gratuite des patients atteints du cancer. « Mais les défis de la lutte contre le cancer sont énormes. C'est pourquoi la mise en place du CNLC est l'expression de la ferme volonté du gouvernement de la RDC à relever les défis avec le concours de toutes les parties prenantes », a renchéri le ministre de la Santé publique, Hygiène et Prévention. De son côté, le directeur du CNLC, le Pr Bienvenue Lebwaze, a souligné quelques ré-



Jean-Jacques Mbungani avec des partenaires/DR

alisations de sa jeune structure, notamment l'élaboration et validation du cadre organique; l'acquisition des anticancéreux pour la chimiothérapie de base, des cures de chimiothérapie ciblées avec le projet RDC-Roche; deux cents cures de chimiothérapie gratuite; la mise en place et la promotion des RCP dédiées aux cancers spécifiques et d'organes dans différentes formations médicales de Kinshasa et bientôt des provinces ainsi

que la mise sous traitement des vingt-sept patients sous chimiothérapie de base et ciblée et une dizaine sous radiothérapie».

**Des statistiques galopantes**

Rappelons que le cancer est un problème de santé publique majeur et touche plusieurs milliers de personnes. Selon le représentant de l'Organisation mondiale de la santé en RDC, le Dr Prospère Amédé, les chiffres sont préoccupants.

« Chaque année, l'Afrique enregistre environ un million de nouveaux cas de cancer, et jusqu'à sept cent mille décès des suites de cette maladie. Sans interventions urgentes et audacieuses, la mortalité due au cancer augmentera de façon considérable pour atteindre près d'un million de décès par an à l'horizon 2030 », a-t-il indiqué.

Il sied de noter que cette Journée mondiale de lutte contre

le cancer a été célébrée cette année au plan international sur le thème «Comblent les lacunes en matière de soins : unir nos voix et agir» et au plan national le thème a été « Pour des soins plus justes : combler le fossé des soins ». Cette campagne est un appel lancé aux personnes partageant les mêmes idées, l'objectif étant qu'elles s'unissent pour construire des alliances plus solides ainsi que de nouvelles collaborations innovantes dans la lutte contre le cancer. Notons que les cancers les plus fréquents chez l'adulte sont ceux du sein (16,5%), du col de l'utérus (13,1%) et de la prostate (9,4%), auxquels s'ajoutent le cancer colorectal (6%) et le cancer du foie (4,6%).

Blandine Lusimana

**« Les défis de la lutte contre le cancer sont énormes. C'est pourquoi la mise en place du CNLC est l'expression de la ferme volonté du gouvernement de la RDC à relever les défis avec le concours de toutes les parties prenantes »**

## MALI

## Un officiel de la Minusma expulsé

Le directeur de la division des droits de l'homme de la Mission des Nations unies au Mali (Minusma), Guillaume Ngefa-Atondoko Andali, a été déclaré « persona non grata » et « devra quitter le territoire national dans un délai de 48 heures », ont indiqué les autorités maliennes dans une déclaration publiée le 5 février.

La décision des autorités maliennes intervient après un discours violemment critiqué par la junte prononcée par une défenseuse des droits humains malienne, qui a dénoncé il y a dix jours aux Nations unies la situation sécuritaire du pays et l'implication, selon elle, des nouveaux alliés russes de l'armée nationale dans de graves violations.

« À l'occasion des différentes sessions du Conseil de sécurité des Nations unies sur le Mali, les actions de M. Andali ont consisté à sélectionner des

usurpateurs s'arrogeant le titre de représentant de la société civile malienne, en ignorant les autorités et les institutions nationales », dit le communiqué.

La note, qui considère un tel comportement comme une « action déstabilisante et subversive », indique que le gouvernement malien a donné 48 heures au chef de la Minusma, ressortissant de la République démocratique du Congo, pour quitter le territoire malien.

La Minusma a été créée en 2013 pour aider à stabiliser un Etat

menacé d'effondrement sous la poussée jihadiste, protéger les civils, contribuer à l'effort de paix, défendre les droits humains. Mais la situation sécuritaire n'a cessé de s'aggraver au Mali.

Avec l'extension de son mandat en 2019 au centre du pays particulièrement touché par les violences, la mission, privée désormais du soutien d'opérations étrangères, notamment de la France qui s'est retirée en août, « a fait de son mieux » mais « a été poussée au-delà de ses limites », a noté le secrétaire général des

Nations unies, Antonio Guterres, dans un rapport remis il y a environ deux semaines.

Signalons que de nombreux pays ont décidé ces derniers mois d'arrêter ou de suspendre la participation de leurs soldats, comme la Suède, l'Égypte, la Côte d'Ivoire et l'Allemagne dont le ministre de la Défense a estimé que le maintien des forces de son pays « au Mali jusqu'en mai 2024 n'avait aucun sens dans les conditions actuelles » car les troupes ne peuvent y remplir leur mission.

Yvette Reine Nzaba



# Toute l'actualité Du Bassin du Congo EN VIDÉO

[www.adiac.tv](http://www.adiac.tv)

+336 11 40 40 56   info@adiac.tv   84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso  
Brazzaville - République du Congo



LES DÉPÊCHES  
DE BRAZZAVILLE

LE COURRIER  
DE KINSHASA

## FOOTBALL

## Mbokani, Bokila, Bolasia, Panzu décisifs le week-end à l'étranger

Le week-end dernier a été fructueux pour certains Congolais évoluant dans des championnats en Europe qui ont été décisifs dans leurs clubs respectifs.

Le mois de février a bien débuté pour l'expérimenté Dieumerici Mbokani Bezua (38 ans en novembre 2023), désormais ancien Léopard de la République démocratique du Congo (RDC). Il continue de semer la terreur dans les défenses adverses. Le 3 fé-

Angleterre, et de Koweït SC. Le score final a été de deux buts partout. Beveren est deuxième derrière Racing White Daring de Molenbeek (RWDM) après 21 journées, avec 40 points glanés.

Autre ancien Léopard, Jeremy Bokila s'est également

nick Bolasia lors de la nette victoire de Rizespor sur Malatyaspor en D2 turque. L'ancien joueur de Crystal Palace, passé par Everton, Aston Villa et Middlesbrough en Angleterre, Sporting au Portugal et Anderlecht en Belgique a signé un doublé, aux 30e et 63e min (sur penalty), lors du large succès de Rizesport Çaykur Rizespor face à Malatyaspor par cinq buts à un. Bolasia totalise déjà 10 buts marqués au cours de cette saison et Rizespor est 5e au classement de la D2 turque avec 37 points en 21 matches. Le milieu de terrain défensif Pelly-Ruddock Panzu a été l'unique buteur avec son club,



Luton Town FC, vainqueur de Stoke City par un but à zéro, en match de la 29e journée de la Championship (D2 anglaise).

Luton City FC occupe la 4e place au classement avec 48 points, en bonne posture pour les barrages de la montée qui sont encore bien loin.

Titulaire, l'attaquant Grady Diangana a inscrit le but de la victoire de West Bromwich sur Coventry. West Bromwich est sixième de la Championship avec 44 points, derrière Watford d'Edo Kayembe et Britt Assombalonga, et Luton Town FC de Panzu. Joël Ngandu Kayembe a lui aussi trouvé le chemin des filets à la 41e min lors de la défaite de son club, Boluspor, battu par Pendikspor à la 22e journée de la D2 turque. Boluspor est 9e au classement, avec 34 points.

*Martin Engimo*



vrier, il a été buteur dès la 5e min du match opposant son club, SK Beveren (D2 belge), à la réserve de Genk. C'était le 7e but de la saison de l'ancien joueur Bel'Or et Mazembe en RDC, Antwerp, Anderlecht et Standard de Liège en Belgique, de Monaco en France, Wolfsburg en Allemagne, Dynamo Kiev en Ukraine, Norwich City et Hull City en

illustré le week-end, en inscrivant son cinquième but de la saison à la 84e min du match entre son club Willem II et Helmond qu'il a battu par cinq buts à un, lors de la 22e journée de la D2 hollandaise. Le Congolais de 34 ans a marqué le 5e but de Willem II qui occupe la 9e place au classement avec 33 points. Notons aussi la part décisive de Yan-



## TÉLÉPHONIE MOBILE

## Les chiffres de 2022 tombent

La République démocratique du Congo (RDC) comptait 48,4 millions d'abonnés actifs au troisième trimestre de l'année dernière. Publié récemment, le dernier rapport de l'Observatoire du marché de la téléphonie mobile, une structure de l'Autorité de régulation de la poste et des télécommunications au Congo, révèle une véritable emprise de la téléphonie mobile sur la population. Tous les secteurs affichent une belle remontée, y compris le chiffre d'affaires qui dépasse désormais la barre des 540 millions de dollars américains.

Avant de passer à la présentation et l'analyse du dernier rapport de l'Observatoire du marché de la téléphonie mobile, il y a le chiffre très important de 4,88 % à retenir, car il permet exactement de visualiser la montée du nombre d'utilisateurs actifs du mobile money. On estimait, d'ailleurs, le chiffre d'affaires de mobile money à plus de 56 millions de dollars à la fin du deuxième trimestre de 2022. A la clôture du troisième trimestre, la RDC a enregistré le 10 566 729e utilisateur, passant ainsi d'un taux de péné-

tration de 10,58 % à 11,10 % dans ce secteur. Le gros des utilisateurs provient essentiellement de trois grands réseaux du pays, en l'occurrence Vodacom, Airtel et Orange.

**Tous les indicateurs à la hausse**

Le nombre d'abonnés actifs à la téléphonie mobile a bien été revu à la hausse, passant de 47,79 à 48,45 millions au troisième trimestre de 2022. Avec une hausse de 1,37 % du nombre d'abonnements, le pays a réussi, à la clôture de ce trimestre, à améliorer son taux de

pénétration de l'ordre de 1,37 %. Cela correspond à 50,9 %, contre 50,2 %.

Par ailleurs, on a évoqué également un chiffre d'affaires du secteur de 544,42 millions de dollars, alors qu'il s'était établi à 507,96 millions. La hausse est assez intéressante, plus de 7 % par rapport au trimestre précédent, avec un revenu moyen par abonné de plus de 5 %, soit de 3,58 à 3,78 dollars par mois. Enfin, le dernier chiffre a concerné le trafic sur les services de la voix et des SMS, qui a affiché respecti-

vement une hausse de l'ordre 0,59 % et 14,74 %.

Les chiffres apportent d'autres précieuses informations, notamment la légère baisse, de l'ordre de 1,04 %, de la valeur du temps moyen d'utilisation du téléphone par minutes/abonnés/mois. Et puis, il y a bien entendu le marché de l'internet mobile, qui a enregistré un taux de pénétration de l'ordre de 23,75 %. Le trafic data mobile est passé de 112,159 milliards à 132,370 milliards de mégabytes, soit une hausse d'environ 18 %.

*Laurent Essolomwa*

## SÛRETÉ ET SÉCURITÉ MARITIMES

## L'exercice Obangamé express 2023 a pris fin sur une bonne note

Le secrétaire permanent du comité interministériel de l'action de l'Etat en mer et dans les eaux continentales, Eric Olivier Sébastien Dibas-Franck, a clôturé le 3 février à Pointe-Noire l'exercice multinational Obangamé express 2023. Un exercice qui vise à renforcer la sûreté et la sécurité maritimes dans le golfe de Guinée, en soutenant l'opérationnalisation de l'architecture de Yaoundé.

Obangame veut dire ensemble ou encore être ensemble. Cette activité internationale se fait dans le cadre de l'exercice de la présence maritime coordonnée (PMC). Les Occidentaux se relaient dans les eaux du golfe de Guinée avec leur marine nationale et font profiter aux marines nationales locales des exercices mis en œuvre.

Pendant plus de dix jours, les thématiques liées à l'action de l'Etat en mer et dans les eaux continentales ont permis aux différents acteurs maritimes de renforcer et d'évaluer les capacités des administrations à intervenir efficacement contre les menaces maritimes afin de promouvoir l'économie bleue.

Cette activité a porté sur la recherche et le sauvetage, le trafic de drogue, la piraterie et bien d'autres. Les unités de patrouille de la République démocratique du Congo, de l'Angola, du Brésil, du Congo et le navire 5-février 1979 ont participé à une phase d'engagement de force en mer dans la zone.

Une séance plénière mais également des exercices de simulation sur la recherche et le sauvetage en mer impliquant des patrouilleurs d'intervention rapide ont été à l'ordre du jour. La journée VIP, marquée par un scénario de trafic de drogue, a été le clou des activités.

## Nécessité de travailler en synergie

Aujourd'hui, après cette expérience, les marins congolais

peuvent assurer aux générations futures que la mer n'est pas une barrière mais plutôt un facilitateur de développement. Cependant, pour faire face aux différents défis et menaces, il leur faudra être ensemble, travailler en synergie et surtout renforcer la coordination et la mutualisation de leurs capacités au plan national, régional et international. « C'est ainsi que nous serons en permanence à la passerelle en mer au gré d'écart du jour et de la nuit, et quelle que soit la météo pour répondre à l'une des directives du président de la République sur la vigilance en tous temps pour protéger nos frontières liquides et nos intérêts économiques et environnementaux en mer et dans les eaux continentales », a renchéri le contre-amiral, René Nganongo, chef d'état-major de la marine nationale, directeur de l'exercice Obangame express 2023 à l'ouverture.

Aussi, le chef d'état-major de la marine nationale a fait savoir que la montée en puissance est belle et bien effective avec la mise en place du Secrétariat permanent par l'Etat congolais, une structure qui servira d'interface au niveau de toutes les administrations concernées par les activités en mer et dans les eaux intérieures. Dans son mot de clôture de l'exercice, le secrétaire permanent du comité interministériel de l'action de l'Etat en mer et dans les eaux continentales, Eric Olivier Sébastien Dibas-Franck, a rendu hommage au chef de l'Etat pour



Eric Olivier Sébastien Dibas-Franck clôturant les travaux/VOX

sa vision qui a permis d'asseoir aujourd'hui cette meilleure gouvernance en matière de sûreté et de sécurité maritimes.

Eric Olivier Sébastien Dibas-Franck a tenu à rappeler aux uns et aux autres que le 29 octobre 1998, à la faveur de la conférence ministérielle des Etats de l'Afrique de l'Ouest et du centre sur le transport maritime, le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, avait déjà parlé du management stratégique de la mer, tout en invitant les participants à s'approprier aussi bien

la mer que les eaux continentales. « Aujourd'hui, grâce à cet exercice, nous pouvons dire que c'est une réponse concrète à cette exhortation du président de la République », a-t-il dit.

Cependant, pour la bonne marche des choses et surtout afin de permettre aux Congolais de comprendre le concept de « l'économie bleue ». « Nous sommes dans un environnement d'initiés, je vous exhorte de porter la bonne nouvelle pour que les Congolais comprennent ce que c'est que l'action de l'Etat en mer et

dans les eaux continentales car, chaque fois que l'on en parle, on a l'impression de prêcher dans le désert », a-t-il conclu.

Notons que c'est en 2011 que le Congo a commencé l'aventure Obangame express qui a permis une interopérabilité entre les marines et les structures de coordination sous-régionales et régionales. À la fin de l'exercice, des certificats d'appréciation ont été remis aux participants et pour immortaliser cette activité, une photo de famille a été prise.

Hugues Prosper Mabonzo

## DIASPORA

## Grande affluence autour de la dégustation de la cuisine «Hikissin»

Le Chef cuisinier franco-congolais-camerounais, Landry Kouloufoua, présente sa cuisine-fusion «Hikissin».

Le 4 février dernier, la Maison Saint Charles, dans la rue de Vaugirard à Paris, a fait salle comble autour de la dégustation de la cuisine de Landry Kouloufoua. Les uns sont venus par curiosité, les autres par goût. Pour cette grande première, un monde cosmopolite s'est pressé autour de la dégustation de la cuisine «Hikissin».

Agnès Adex, d'origine nigériane, est venue accompagnée de sa mère, non sans enthousiasme. « Ça donne envie, cette cuisine, sur des supports de taille », a-t-elle lâché, à peine ont-elles pénétré dans la salle où a eu lieu l'événement.

Ayrton Kifudi, lui, originaire de la République démocratique du Congo, n'a pas tari d'éloges sur cette cuisine qu'il a trouvé relevée. Quant à l'Italien Maurice Rampoldi, la cuisine «Hikissin»

la sauce tomate et saucisses » ou à un « poulet chasseur ».

Il y a eu aussi ceux qui la connais-

vaient pas rater une telle occasion de dégustation », a-t-il avoué, un verre de champagne à la main. Il



Dégustation de la cuisine Hikissin concoctée par le Chef cuisinier Landry Kouloufoua, le 1<sup>er</sup> février 2023 à Paris/ Les gens de Paris by Ikiia Elili

ne déroge pas à sa réputation d'être savoureuse et inventive. Et de poursuivre qu'il a eu le sentiment de goûter à une « Polenta à

saient déjà, cette cuisine. Parmi eux, Gilles Mahoukou, originaire de Brazzaville. « C'est classe la cuisine «Hikissin» et je ne pou-

en est fan et, quand il a besoin de sensualité culinaire, son choix est vite fait.

Il faut dire que le Chef cuisinier

Landry Kouloufoua n'a pas fait les choses à moitié. Pour la réussite de l'événement, il s'est adjoint les services de Kenalia Création, une entreprise spécialisée dans l'événementiel et que dirige la Congolaise Nadia Nzonzé. « La créativité de la cuisine du Chef Landry est de haute qualité, et c'est tout naturellement que son carnet de commandes ne désemplit pas. La fusion des saveurs françaises, congolaises et camerounaises fait qu'elle met les papilles en émoi », a chantonné la marraine de l'événement.

Du Caviar d'aubergines au cajun à la Poire au cœur de saumon mangue aux épices Thaï en passant par la Cocotte africaine d'agneau à la banane plantain, la Papillote mbissi relevée au pili-pili ainsi que les recettes Découvertes – la salade délicieuse de fruits d'Afrique et les grillons au cajun –, chaque dégustation a été énormément saluée par le public.

Marie Alfred Ngoma

# Le maire de la ville installé dans ses fonctions

La cérémonie officielle de prestation de serment du maire de la ville océane, Evelyne Tchitchelle, a eu lieu le 4 février en présence de Didier Narcisse Iwandza, président du tribunal de grande instance de la ville et d'autres autorités civiles et militaires.

Dégageant l'importance et le rôle du serment, Chris Zekakany, procureur de la République près le tribunal de grande instance de Pointe-Noire, a signifié qu'il s'agit d'une affirmation codifiée qu'une personne prononce et s'engage en vue de bien remplir le devoir d'un service. Ainsi, s'adressant au maire, il a dit: « *Par cet engagement sur votre propre honneur, vous serez consacrée en votre qualité d'officier d'état civil* ».

Pour se tenir à l'abri des éventuelles manœuvres manipulatrices qui peuvent subvenir en vue de la délivrance des pièces d'état civil, le procureur de la République a aussi exhorté madame le maire de la ville à être plus prudente et plus attentive avant la délivrance de toutes pièces.

## Qui est Mme Tchitchelle, née Moé Poaty Evelyne ?

Née en 1950 sous le premier signe de zodiaque qui



Mme le maire de Pointe-Noire pendant la prestation de son serment/Adiac

est celui de feu, de bélier, Evelyne Tchitchelle est la première femme maire de la ville de Pointe-Noire. Elle est issue de la famille royale de Loango. Après ses études primaires, c'est en 1966 qu'elle s'admet au brevet d'études du premier cycle au collège Notre-Dame de Lourdes, avant de s'envoler en France pour un second

cycle secondaire où elle a obtenu un baccalauréat littéraire en 1970. En 1986, elle décroche une licence es lettres à l'université panthéon Sorbonne à Paris, et ajoute à cela un brevet de technicien supérieur en action commerciale obtenu à l'Institut universitaire de technologie à Paris.

L'année 1988 marque la fin

de son parcours estudiantin. C'est dans son pays natal, le Congo, qu'elle débute sa carrière professionnelle. Dès cette année-là, elle est cheffe de service relations publiques et coopération au ministère du Commerce. Dans la décennie 1992, elle est tour à tour directrice de la Promotion commerciale au Centre congolais

du commerce extérieur puis directrice des foires et expositions nationales, directrice de la Coopération au cabinet du ministre du Commerce. De 2002 à 2004, elle est au Centre congolais du commerce extérieur à Pointe-Noire avant d'être deux années suivantes directrice départementale du Commerce au Kouilou. Entre 2006 et 2022, elle est secrétaire générale de la Chambre de commerce, d'industrie, d'agriculture et des métiers de Pointe-Noire. Entre-temps, elle est en 2012 secrétaire de la conférence permanente des chambres consulaires.

Femme de cœur, Evelyne Tchitchelle est handballeuse et n'a pas manqué de se distinguer dans la vie de diverses associations. Mariée et mère de quatre enfants, elle s'intéresse aussi à la lecture et à la musique. Le maire de Pointe-Noire est membre du bureau politique du Parti congolais du travail.

Séverin Ibara

## DÉPARTEMENT DU NIARI

# Gabriel Makita, nouveau président de la Conapepco

A l'issue du renouvellement des instances dirigeantes de la Convention nationale des promoteurs des écoles privées du Congo (Conapepco) dans le département du Niari, Gabriel Makita a été élu président.

Le nouveau président de la Conapepco au Niari remplace à ce poste Anselme Kissangou. L'inspecteur Gabriel Makita, au poste à l'Institut national de recherche et d'action pédagogiques de la direction départementale de l'Enseignement général, a pour mission de mettre l'école privée réellement au service du système éducatif national dans l'éducation et l'instruction des apprenants, la formation du personnel enseignant et l'encadrement du personnel administratif ou pédagogique.

Outre l'élection du président, deux vice-présidents et six secrétaires ont été élus au bureau exécutif départemental du Niari. Un bureau de contrôle et d'évaluation a été aussi mis en place et compte trois membres dont Nzahou Tsimbi, reconduit au poste de président.



Gabriel Makita

Par ailleurs, le bureau sortant, selon son président Anselme Kissangou, a relevé plusieurs défis en application des recommandations et décisions issues du 4e congrès national. C'est le cas de la normalisation des transferts des apprenants ; des recouvrements d'argent auprès des parents d'élèves insolubles par un huissier de justice ; de la formation de plus de 150 enseignants à travers l'Ecole nationale d'instituteurs privée en trois promotions et de la bonne collaboration avec les gérants des structures étatiques telles que les impôts ; l'inspection du travail, la Caisse nationale de sécurité sociale et la police.

Le directeur départemental de l'Enseignement préscolaire, primaire, secondaire et de l'Alphabétisation du Niari, Roland Nkalath, n'a pas manqué à son tour d'épingler plusieurs maux

qui minent l'école privée dans cette partie du pays, entre autres, les transferts illicites, le manque d'harmonie entre le temps d'apprentissage et la masse horaire fixée des différentes séries, les classes tronc commun, les passages automatiques ainsi que la création et l'ouverture des écoles sans autorisation au préalable.

Ce congrès départemental de la Conapepco Niari a été placé sous la présidence du secrétaire général de cette plateforme, Bernard Mibakanina, qui avait à ses côtés le président sortant, Anselme Kissangou, et le quatrième vice-président de la Conapepco, Nzahou Tsimbi.

Notons que la Conapepco a pour mission de défendre les intérêts des écoles privées. Elle tiendra son congrès national du 25 au 26 mars au Palais des congrès, à Brazzaville.

Poudi Max

## BASKETBALL

## Les Diabes rouges préparent les futures échéances

La ligue départementale de basketball de Brazzaville a lancé, le 5 février, au gymnase Maxime-Mantsima un stage de préparation au profit des sélections (masculine et féminine) de la capitale.

Le but de ce stage est de mettre en jambe les athlètes sélectionnés en les préparant à participer à un mini tournoi interdépartemental. Ce moment de travail en commun vise également à les préparer à participer aux Jeux africains de la jeunesse, prévus en juin prochain, à Brazzaville.

Le président de la ligue départementale de basketball de Brazzaville, Fabrice Makaya Matève, a profité du lancement de ce regroupement pour prodiguer quelques conseils à ces jeunes basketteurs de Brazzaville. « *Nous voulons vous inculquer les valeurs du basketball. Soyez ambitieux, travaillez dur. Surtout soyez toujours prêts à apprendre et à donner le meilleur de vous-même. Le sport ouvre beaucoup de portes et ici nous sommes une famille, alors posez les questions auprès des encadreurs* », a-t-il déclaré.

Des anciens basketteurs congolais ont participé au lancement de ce regroupement. Une manière de raviver la flamme sportive de ces jeunes. Il y a eu d'ailleurs, un moment d'échange entre les Diabes rouges départementales et leurs idoles. « *J'ai beaucoup apprécié les différents exercices de ce premier jour. C'était difficile mais nécessaire. Je donnerai le meilleur de moi-même pour figurer sur la liste définitive* », a indi-



Fabrice Makaya Matève échangeant avec les athlètes/Adiac

qué un stagiaire. Durant une semaine, les athlètes issus des clubs de Brazzaville travailleront avec le staff technique départemental et quelques experts de la Fédération internationale de basketball (Fiba) afin d'atteindre leurs objectifs.

Les quatrièmes Jeux africains de la jeunesse devaient se dérouler à Maseru, au Lesotho, désignée comme ville hôte le 17 juillet 2018 par l'Association des comités nationaux olympiques d'Afrique. Le retard dans les préparatifs des Lesothiens avait entraîné la réattribution de l'organisation à la capitale éthiopienne, en septembre 2020. Mais, reportés à une date non définie, ils ont finalement été de nouveau délocalisés à Brazzaville en 2023.

Si les jeunes basketteurs vont profiter de cette grande fête de la jeunesse africaine pour exprimer leur talents, les seniors vivent un moment de suspense puisque la Fédération congolaise de basketball est toujours suspendue par la Fiba-Afrique à cause du renoncement, à la dernière minute, du Congo d'abriter la Coupe d'Afrique des nations de basketball en 2017. L'amende infligée n'étant pas encore payée, les athlètes congolais sont ainsi privés, depuis lors, des compétitions continentales et internationales.

Rude Ngoma

## GENRE

## Des artistes se mobilisent pour la cause de la jeune fille

L'association SOS femme du Congo, à travers son projet « To lobela ya ngo » ou « Parlons-en » en français, a organisé, le 4 février, une sensibilisation aux droits en santé sexuelle et reproductive via un spectacle d'art.

La prestation scénique des artistes visait à sensibiliser les adolescents et jeunes aux questions liées à la santé sexuelle (l'hygiène menstruelle, la puberté, les infections sexuellement transmissibles, les méthodes contraceptives, etc). L'association SOS femme du Congo a lancé ainsi ses activités pour le compte de l'année 2023 par une rencontre culturelle. Ses membres militent, en effet, pour l'intérêt et la valorisation de la jeune fille. Ils ont échangé avec leur cible lors de ce spectacle par le slam, la musique, la comédie et le théâtre. Une manière d'édifier les filles sur leurs droits et devoirs.

L'association SOS femme du Congo a profité de cette campagne de sensibilisation au profit des jeunes scolarisés et non scolarisés pour dévoiler sa feuille de route. La grande salle de l'Institut français du Congo où s'est déroulé le spectacle était pleine à craquer. Le public, très réceptif, a souhaité que ce genre d'initiative se

multiplie.

Tous les artistes qui sont passés sur scène ont su capter, selon leurs spécificités, le public qui a découvert, à travers les thèmes abordés, les raisons qui poussent souvent les jeunes à agir contre les normes et principes de la société. Les comportements des parents, le manque d'éducation, la curiosité, la cupidité, l'abandon parental, la famine sont, entre autres, les raisons qui poussent les jeunes filles dans une sexualité non maîtrisée.

## Des engagements insuffisants

Les artistes retenus pour la circonstance dont Fortuné Bateza, Jojo La légende, Nana Cepho, Young Ace Waye et autres ont décrié les habitudes qui dévalorisent la femme. Ils ont également rendu hommage à celle qui « donne la vie et gouverne la société ».

Selon les responsables de SOS Femme du Congo, les enga-



Le public assistant à la prestation de Young Ace Waye/Adiac

gements en faveur de la santé sexuelle restent très insuffisants en République du Congo. « *Les statistiques montrent que sept femmes sur dix n'ont pas suffisamment d'informations sur les questions liées à la santé sexuelle. Ce qui constitue la cause principale des grossesses non dési-*

*rées et précoces. Ce manque d'informations est principalement causé par les normes socioculturelles, l'absence d'éducation sexuelle mais également des fausses informations qui circulent au sein de la communauté sur la santé sexuelle* », ont-ils indiqué après le spectacle.

En sa qualité de première vice-présidente de la jeunesse de la sous-région des Grands Lacs, Rachel Rache-tée Kombela a invité les acteurs de la société à briser le tabou et à consolider les échanges avec les filles afin de leur donner des connaissances sur leurs droits, devoirs et mode de vie. « *Brisons le silence, nous devons parler avec nos jeunes sœurs pour leur donner des informations sur la sexualité. Il n'est pas intéressant de mystifier la sexualité mais c'est en parlant qu'elles vont se découvrir et mieux s'abstenir* », a-t-elle expliqué.

Notons que le projet «To lobela ya ngo » est financé par AWDF et SAAF. Il vise l'amélioration des attitudes des adolescents et jeunes sur la santé sexuelle dans le but de réduire les grossesses non désirées et précoces qui conduisent souvent aux avortements clandestins.

Rude Ngoma